

De notre envoyé spécial à l'Euro manif du 12 décembre 2023 :

Rendez-vous à la Part Dieu à 5h30 pour prendre le TGV, direction l'Euro manif à Bruxelles à l'appel de la Confédération Européenne des Syndicats (CES). J'ai dans la poche mon autorisation d'absence à la manifestation contre la réforme des lycées-pro signée par mes deux co-secrétaires départementales. Je suis en règle !

La gare est vide, mais déjà un petit groupe se forme dont les membres tiennent dans les mains des drapeaux roulés où le rouge domine. 70 places ont été retenues par la CGT pour Rhône-Alpes. Dans le gigantesque hall, vide et silencieux, nous ne risquons pas de nous rater : nous sommes seuls.

Bruxelles : on cortège dans l'immense gare au milieu de voyageurs à peine étonnés. On se lance dans les petites rues pour rejoindre la place Poelaert. On passe par le siège du syndicat FSGT. Ils ont prévu le café et ça fraternise dans la rue. On rejoint ensemble la place. Là, on est au pied de la grande roue touristique. On fait balcon sur la ville. Un toit tout proche est bâché d'une immense banderole : « To BXL from Gaza : Free Palestine ». Nous sommes quelques-uns à porter le keffieh ou le drapeau palestinien en autocollant. Là-bas, l'enfer continue ; on n'oublie pas ! Sophie Binet saluera à la fin de son intervention les peuples ukrainiens et palestiniens victimes de leurs voisins trop... envahissants.



Une intervention brève et très applaudie ; il faut laisser la place à tous les représentants de tous les syndicats européens présents. Tous sont là pour refuser le retour du Pacte de stabilité européen et les plans d'austérité qui se déclineront dans chaque pays : 15 à 30 milliards de coupes seraient imposées dès 2024 à la France. Ces coupes frapperaient d'abord et surtout les dépenses sociales et les services publics. Tiens donc ! Notre expérience des politiques d'austérité montre que c'est les plus précaires et les salariés qui paient à travers la protection sociale, les retraites, les salaires, l'éducation, la santé... Quant aux besoins de financement de la transition écologique, on a bien compris que l'argent va de nouveau manquer...



Les camarades autour de la sono résumant : « De l'argent, il y en a – Dans les poches du patronat ». On voit bien qu'ils n'ont pas fait les mêmes études économiques que Dominique Seux. Prendre l'argent là où il est, plutôt que là où il n'est pas : drôle d'idée ? Pourtant en cette fin 2023, la Bourse bat ses records et les demandes d'aides alimentaires aussi. On dirait que c'est les copains qui ont raison.

Tous ensemble, on est là pour refuser partout en Europe le détricotage des services publics, la réduction des financements de la protection sociale, le grignotage des salaires et des retraites par l'inflation non compensée par des augmentations. Et on refuse les solutions xénophobes ou europhobes qui ne proposent comme illusions que de monter les peuples et les travailleurs les uns contre les autres.



Le cortège démarre. C'est très coloré. Le rouge domine : la délégation de la CGT est la plus nombreuse au cœur du cortège. La CFDT et FO sont là aussi. Les trois syndicats belges en rouge, en vert ou en orange... les Allemands, les Danois... les Italiens aussi : et je me demande bien quand ils sont partis. « On est venus en avion. Départ 7 h de Milan, précise une camarade italienne qui porte le bleu de la CGIL ». Pas terrible pour le bilan carbone, mais efficace : ils sont nombreux.

On discute avec une camarade belge de la CSC qui tient le coin d'une banderole. Ils sont une petite vingtaine tout en vert à faire tache au milieu du rouge et jaune « On est un syndicat centriste, d'origine chrétienne, mais j'aime bien la CGT et sa façon de voir le syndicalisme, alors on s'est mis là ! On a suivi la lutte unitaire pour les retraites en France. En Belgique aussi, l'année 2023 a été une grande année de revendications dans l'unité des trois syndicats. D'abord pour la défense des services publics avec des grèves reconduites dans de nombreux secteurs. Pour le respect des libertés syndicales et le droit de manifester. Pour les salaires et le dumping social dans de nombreuses entreprises ». On sent bien que dans nos deux pays, les travailleurs sont confrontés aux mêmes attaques avec le danger que l'extrême droite tire profit des mécontentements.

On arrive tout près du bâtiment de la Commission Européenne. Déjà sur les trottoirs, reviennent les premiers arrivés. Nous, on n'a pas l'habitude : on reste à discuter au milieu du boulevard dans l'attente des premières charges de police qui marquent en France la dissolution d'une grosse manifestation... Une petite dizaine de policiers en mobylette discutent entre eux... Pas un Robocop... Aucun n'est équipé pour tirer des LBD. C'est sûr qu'il y a moins de risque de perdre un œil ou une main... Mais qui assure la protection des manifestants comme dirait un ministre de l'intérieur ou un Préfet de Police ? Il y a donc des pays où on peut manifester sans être automatiquement un fauteur de troubles ou un euroterroriste (comme il y a des écoterroristes). C'est vrai que quand les lois sont adoptées au 49.3, l'explication du texte se fait avec une matraque.



Une petite pluie se met à tomber... Il faut être raisonnable... En plus, on s'est promis de goûter quelques bières belges avant le retour. Personne pour nous fouiller en sortant de la nasse. D'ailleurs il n'y a pas de nasse ! Hélas, car j'aurais bien dénoncé pour non-respect des conventions sur les armes chimiques le camarade de Savoie qui est monté dans le TGV avec une vieille tomme au marc.

On n'était sans doute pas les 20 000 manifestants espérés, on était 10 000 peut être... Mais c'était revigorants de voir cette démonstration d'unité entre travailleurs européens. Contre l'austérité, nous avons choisi de nous battre ensemble et pas les uns contre les autres. Les voyages forment la vieillesse. Ce fut une journée fatigante, mais Pierre et moi, on ne regrette pas d'y être aller.

Philippe Lyardet, CGT Educ Action 01